

Le leader socialiste fut reçu après MM. Emile Reuter et Mathias Huss. «Il faisait déjà un peu sombre, un demi-jour; la pièce était mal éclairée. La Grande-Duchesse se leva, me tendit la main et m'engagea à prendre place en face d'elle. Elle avait le dos tourné vers la fenêtre; . . . je ne distinguais guère ses traits et je ne pouvais pas voir l'expression de son visage, ni ses yeux. C'était très gênant.

«Deux questions, dis-je, dominent la situation, la question de l'alimentation et la question de nos relations avec les puissances étrangères. Quant à la première, il faut un homme à poigne qui sache exécuter les arrêtés . . .

«Avons-nous assez de vivres? Je l'ignore. En tout cas je sais que nos populations sont menacées de la famine, si les prix continuent à monter. Il paraît que nous avons assez de blé, et les prix maxima parviendront à le rendre abordable à la population. Mais les pommes de terre . . . , malgré leur abondance, ont des prix trop élevés . . . Il faut saisir les pommes de terre, s'il est temps encore . . . et il faut fixer des prix maxima. De même pour le lait et le beurre dont il faut absolument prohiber l'exportation. La grande question est la question de la graisse. Vous n'ignorez pas que les matières albuminoïdes servent à construire la machine et à la restaurer, tandis que la graisse est le combustible. La graisse est absolument nécessaire aux classes laborieuses, et c'est la graisse qui nous manque. C'était une faute d'en permettre l'exportation . . . Il s'agit d'introduire de la graisse . . . par l'intermédiaire de la France et de l'Angleterre. Pour cela il faut tâcher d'avoir de bonnes relations avec ces pays pour obtenir, par leur intermédiaire l'importation des produits américains. C'est maintenant la seconde question qui domine la situation. On prétend, à tort ou à raison, que nos relations avec la France et l'Angleterre sont refroidies ou troublées . . . Quoi qu'il en soit, il faut que celui que vous chargerez de la présidence du Conseil s'efforce à rétablir une bonne entente avec la France et avec l'Angleterre. C'est nécessaire aussi pour que les intérêts du pays soient sauvegardés lors de la conclusion de la paix. On ne connaît pas l'issue de la guerre, et ce serait une erreur si on orientait notre politique en se basant sur la victoire allemande.»

Lorsque Welter ne se gêna pas pour demander à la Gr.-Duchesse si elle désirait également connaître son opinion sur les personnes qui entrent en compte pour présider le Gouvernement, la Souveraine répondit: «Mais certainement. Dites tout ce que vous pensez. Je vous écoute avec intérêt. C'est pour cela que je vous ai fait appeler.»

Après avoir caractérisé de la façon que nous connaissons déjà Henri Vannérus, Mathias Mongenast et Victor Thorn, le docteur Welter ne se fait pas faute de parler «des jeunes»: «Vous avez là Mathias Glaesener (\* 1858), homme d'avenir, et Ernest Arendt (\* 1855), dont on dit beaucoup de bien . . . Pour le moment on ne peut pas songer à ces deux-là: ils n'ont pas l'expérience des affaires . . . N'oublions pas Charles de Waha, homme à poigne: seulement je ne sais pas dans quelles conditions il a quitté le Gouvernement, de sorte que je n'ai pas d'opinion sur sa rentrée au pouvoir.